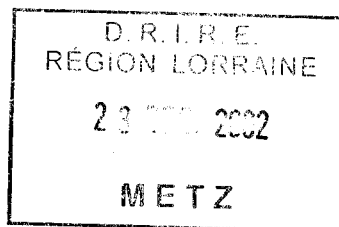


PRÉFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

DIRECTION DES ACTIONS
INTERMINISTÉRIELLES
Bureau de l'Environnement



LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la légion d'Honneur

N° 2002/413

ARRETE

Vu le code de l'environnement, notamment son livre V, titre relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, notamment son article 18 ;

Vu le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié qui fixe la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté préfectoral n°17005 du 20 juin 1996 autorisant la Société SOFREB ZAC DE PRE à VARROIS à CUSTINES à exploiter une fabrique de boîtes de boisson de 33 et 20 cl en acier ,

Vu le rapport JCR/EH/1017/2002 du 13 août 2002 de M. l'inspecteur des installations classées ;

Vu l'avis émis par le Conseil Départemental d'Hygiène lors de sa séance du 20 septembre 2002 ;

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

ARRETE

ARTICLE 1er

Les articles 8 et 9 de l'arrêté préfectoral n° 17005 du 20 juin 1996 sont modifiés comme suit :

Article 8— Prescriptions relatives à la pollution des eaux

8.1 – Prescriptions générales

Toutes dispositions seront prises (clapet anti-retour, dispositif de surverse ou de rupture ou tout autre moyen équivalent) pour éviter un retour d'eau polluée dans le réseau d'alimentation en eau potable.

Les installations de rejet comprennent les collecteurs d'eaux pluviales, d'eaux sanitaires et d'eaux industrielles.

Le rejet s'effectuera, après passage dans un séparateur débourbeur-déshuileur, dans la Moselle au moyen d'une conduite d'un diamètre de 800 mm en rive gauche de la Moselle sauvage, à 80 m environ à l'amont du pont de CUSTINES. Ce rejet sera contrôlé par une vanne télécommandée à sécurité positive présentant la possibilité d'être manœuvrée manuellement.

Les eaux sanitaires seront traitées conformément au règlement sanitaire en vigueur.

Les sols seront étanches et munis de rigoles destinées à diriger les eaux de lavage vers un puisard.

L'exploitant tiendra à la disposition de l'inspecteur des installations classées un plan à jour sur lequel figureront les différents circuits d'eau, les capacités de stockage et les aires de rétention.

Les circuits de refroidissement machines seront fermés conformément à la circulaire du 10 août 1979.

Les circuits de lubrification seront fermés.

Les valeurs limites de rejet en Moselle devront respecter les valeurs suivantes :

| | Jusqu'au 31.12.2003 | A compter du 01.01.2004 | |
|-------------------------|---------------------|--------------------------|--|
| | | En fonctionnement normal | En cas de maintenance ou de réparation du second étage * |
| Débit m ³ /j | 340 | 80 | 340 |
| DCO kg/j | 150 | 16 | 68 |
| DBO ₅ kg/j | 20 | 2 | 8,5 |
| MeST kg/j | 6 | 2 | 8,5 |
| ML kg/j | 0,25 | 0,25 | 0,25 |

* autorisé au maximum 6 jours/mois

8.2 Les eaux industrielles seront traitées par un premier étage (préfiltration) puis un second étage (finition) avant rejet.

Le collecteur des eaux industrielles sera aisément accessible et aménagé de façon à permettre la mesure du débit rejeté et l'exécution des prélèvements dans de bonnes conditions de précision.

Le pH et le débit seront enregistrés en continu, avec un dispositif totaliseur pour le débit.

L'exploitant procédera ou fera procéder à une analyse des eaux industrielles portant sur les :

- DCO, DBO₅ + pH et débit, hebdomadairement
- DOC, DBO₅, MeST, ML (Sn, Cd, Pb, Fe, Zn, Mn) + pH et débit, trimestriellement par un organisme agréé.

Les résultats seront transmis mensuellement à l'inspecteur des installations classées sous la forme d'un rapport d'activités avec les débits et pH minimum, moyen et maximum et leurs répartitions statistiques.

8.3 – Prescriptions particulières aux dépôts de vernis, peintures, encres, solvants, diluants, huiles et produits de traitement des eaux

Le dépôt de vernis, encres, solvants et diluants sera réalisé dans un bâtiment clos sur toutes ses faces et sur une rétention étanche de 1 m³.

Les égouttures ou les déversements accidentels de produits seront collectés et évacués conformément à ce qui précède.

Les citernes, fûts ou bidons seront placés à l'abri des intempéries dans une cuvette de rétention étanche et inattaquable de capacité utile égale au volume entreposé.

Article 9 – Prescriptions relatives à la pollution de l'air et aux odeurs

Les make-up, les étuves et les chaudières utiliseront comme combustible du gaz naturel exclusivement.

L'entretien des installations de combustion se fera soigneusement et aussi fréquemment que nécessaire afin d'assurer un fonctionnement ne présentant pas d'inconvénient pour le personnel et le voisinage.

Les machines d'application et d'impression, les emplacements de pulvérisation et les appareillages de cuisson seront munis d'un dispositif d'aspiration.

Les vapeurs captées seront rejetées à l'extérieur dans des conditions évitant toute incommodité au voisinage.

La ventilation devra être suffisante pour éviter que les vapeurs ne puissent se répandre dans l'atelier.

- Les solvants et diluants utilisés actuellement sont listés limitativement dans le tableau joint.
- L'utilisation d'autres produits sera soumise à accord préalable du préfet
- L'émission effective (EE) de solvants, y compris les solvants de nettoyage-comptés comme vaporisés en intégralité, devra être à compter du 1^{er} janvier 2003 inférieure ou égale à l'émission cible (EC) définie comme suit :

$$EC = \text{Masse totale d'extraits secs}^* \text{ consommée en un an} \times 2,33 \times 0,25.$$

- * Les extraits secs sont les substances présentes dans les revêtements, les encres, les vernis... qui deviennent solides après évaporation de l'eau ou des composés organiques volatils.
- Un justificatif annuel sera adressé à l'inspecteur des installations classées avant la fin du mois de janvier de l'année suivante.

A ce document sera joint le bilan des études et essais réalisés en vue d'abaisser encore le niveau des rejets en solvants que l'exploitant devra présenter annuellement (apparition de nouvelles techniques ou de nouveaux produits...).

Le facteur de dilution au seuil de perception de l'odeur des différents rejets sera inférieur à 2 100 en toutes circonstances.

Le débit d'odeur (produit du débit d'air rejeté par les étuves par le facteur de dilution au seuil de perception de l'odeur) sera inférieur à 15 000 Nm³/s en toutes circonstances.

Ces valeurs pourront être révisées en fonction de l'évolution des connaissances des problèmes de nuisances olfactives et de leur traitement.

La hauteur et la forme des conduits d'évacuation des gaz odorants seront conçues de façon à favoriser au maximum la diffusion de ces gaz dans l'atmosphère afin de limiter la zone de perception d'odeur dans l'environnement.

La hauteur d'évacuation par rapport au sol des effluents à forte et à faible teneur en solvants devra notamment être supérieure ou égale respectivement à 30 m et 12 m.

Des mesures de débit d'odeur, de teneur des rejets en composés organiques totaux seront effectuées sur les évacuations chaque année civile.

La fréquence des analyses pourra être revue en accord avec l'inspecteur des installations classées.

Les frais en résultant seront à la charge de l'exploitant et les résultats transmis à l'inspecteur des installations classées.

ARTICLE 2- INFORMATION DES TIERS

En vue de l'information des tiers :

1° - une copie du présent arrêté sera déposé en mairie de CUSTINES et pourra y être consultée par toute personne intéressée ;

2° - un extrait de cet arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché dans la mairie précitée pendant une durée minimum d'un mois. Le maire établira un procès-verbal constatant l'accomplissement de cette formalité et le fera parvenir à la préfecture.

Le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins de l'exploitant.

3° - un avis sera inséré par la préfecture et aux frais de l'exploitant dans deux journaux diffusés dans le département.

ARTICLE 3 - DROIT DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent préservés par le présent arrêté afin qu'ils puissent faire valoir devant les tribunaux compétents toute demande en indemnité en raison du dommage qu'ils prétendraient leur être occasionné par l'établissement.

ARTICLE 4 - RECOURS

La présente autorisation ne peut être déférée qu'au tribunal administratif.

Le délai de recours est de :

- deux mois à compter de la notification de la décision pour le demandeur ou l'exploitant,
- quatre ans à compter de l'affichage ou de la publication pour les tiers.

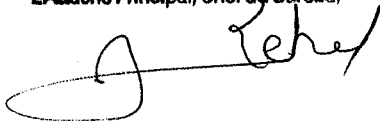
ARTICLE 5 - EXECUTION DE L'ARRETE

M. le Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, M. le maire de CUSTINES, M. l'inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera notifié à :

- M. le Directeur de la Société SOFREB
- Et dont ampliation sera adressée à :

- M. le directeur départemental de l'équipement,
- M. le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
- M. le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
- M. le directeur départemental du travail et de l'emploi,
- Mme le chef du service interministériel de défense et de protection civile,
- M. le directeur du service départemental d'incendie et de secours,
- M. le directeur régional de l'environnement,

POUR AMPLIATION
L'Attaché Principal, Chef du Bureau,

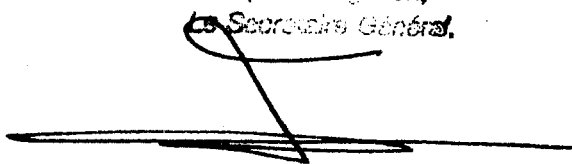


Nancy le,

13 DÉC 2002

Le Préfet,

Pour le Préfet
et par délégation,
Le Secrétaire Général,



François DUMUIS